N° 1 Juin 1945

# COURRIER DE LA MESNIE

Jeunes, vous servez la Patrie : Ma plus grande joie sera de voir revivre la France avec vous. (Henri)

Organe de liaison de la "Mesnie de Paris", Association déclarée le 26 Avril 1945, conformément à la loi de 1901

## PRÉSENTATION

« La Mesnie » de Paris est heureuse de présenter aujourd'hui le premier numéro de son Courrier. « La Mesnie » est un groupe de jeunes Monarchistes qui ont compris que si la propagande pure était nécessaire, le rayonnement naturel d'une vie intérieure où l'on aurait commencé par « faire la monarchie », aurait des résultats autrement plus profonds et plus durables. Les Mesniers cherchent donc d'abord à vivre pleinement leur idéal chrétien et monarchique, à mettre en valeur leurs qualités personnelles, pour rayonner ensuite.

Ce Courrier est tout d'abord un **ORGANE DE JEUNES**, fait par des moins de trente ans qui ne cherchent pas à écrire pour se mettre en valeur, mais pour préciser leur pensée. Ceux qui participeront à sa rédaction chercheront à approfondir les problèmes qui se posent à eux pour tendre à vivre pleinement leur vie monarchique, à la faire aimer et respecter autour d'eux. Ils chercheront à trouver et à répandre cet équilibre royal qui devra caractériser la nouvelle civilisation vers laquelle nous devons nous diriger et en dehors de laquelle il ne peut y avoir que conception matérialiste de l'existence.

Ce Courrier désire être un **INSTRUMENT DE TRAVAIL** et un lien.

**INSTRUMENT DE TRAVAIL** : pour les Mesniers, les jeunes Monarchistes, tous les jeunes qui voudront y participer, à condition qu'ils le fassent en dehors de tout esprit sectaire, de toute opposition de classes, dans le seul désir de mieux servir leur pays.

Instrument de travail, il s'ouvrira librement à toute opinion, cherchant à éclairer les points obscurs de doctrine ou d'histoire, désirant recevoir des objections pour en chercher en commun la réponse.

Nous reviendrons également sur des problèmes historiques, car en dehors de la raison et du bon sens, c'est le temps qui apporte à la Monarchie ses preuves les plus flagrantes. On ne cherchera pas pour cela à les considérer sous un jour autre que leur jour véritable.

Dans l'actualité nous chercherons également à éclairer notre lanterne par un « tour d'horizon » de la vie intérieure de la France et de la politique internationale.

Ce Courrier désire également être **UN LIEN**. Parce que les Mesniers sont des jeunes, ils désirent être tenus au courant de la vie, de l'organisation, des activités des divers Mouvements de jeunesse, que ce soit en France ou à l'étranger.

Lien entre les Mesnies. Ce Courrier relatera notre vie, nous permettra de nous connaître les uns les autres à quelque coin de France ou de l'Empire que nous appartenions.

Lien, ce Courrier donnera enfin, chaque fois qu'il le pourra, des nouvelles du Prince et de la famille Royale.

Nous espérons que tous lui feront bon accueil, l'aideront de leur amitié dans le travail d'honnête bonne volonté qu'il entreprend.

LE PREVOT.

## DU CHOIX D'UN RÉGIME

On ne choisit pas seulement des chaussures d'après leur couleur ou la qualité de leur cuir, on s'efforce d'abord de trouver celles qui conviennent bien à telle pointure ou à tel usage.

On ne peut pareillement choisir un régime d'après les couleurs que lui donnent de vieilles habitudes ou des préjugés tenaces, ni d'après l'usage qu'en font d'autres peuples : il y a mille et une formes de Républiques, de Monarchies ou de Dictatures.

Pie XII n'a-t-il pas écrit par exemple (Message de Noël 1944) :

« La Démocratie entendue dans son sens large admet des formes diverses et peut se réaliser aussi bien dans des Monarchies que dans des Républiques... ». « L'Etat démocratique, qu'il soit monarchique ou républicain... ». « L'absolutisme d'Etat qui ne saurait se confondre comme tel avec la Monarchie absolue dont il n'est pas question ici)... ».

Le choix que nous avons à faire n'est pas un choix théorique, mais nous devons toujours nous demander : « De quel pays s'agit-il ? », et comme ce choix se fait à une époque déterminée : « Quels sont les besoins de ce pays ? » Sinon, on risque de prendre des vessies pour des lanternes, le détail pour l'essentiel, un parti pour la France.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un régime ?

Etymologiquement : c'est un Gouvernement et, par extension, la forme de ce Gouvernement. Mais ce sens restreint est-il suffisant ?

En fait, plus que d'une forme de Gouvernement, il s'agit de la structure générale (politique, sociale, économique, juridique, religieuse, etc.) d'une société donnée : la société *française;* et il est clair que pour obtenir la cohérence, l'harmonie et la solidité de ces éléments, il faut placer à leur base des principes fondamentaux identiques.

Ces principes caractérisent plus qu'un Régime : une *Civilisation;* par exemple : doit-on placer l'origine du pouvoir en Dieu ou dans le peuple, ou chez l'un et chez l'autre ? Ce pouvoir s'exerce-t-il en vue du bonheur et du salut des hommes ou seulement en vue de la gloire de l'Etat ? Le Citoyen ou le Sujet est-il une machine sans liberté, un être doué de seuls droits ou de seuls devoirs ou un homme libre ? Est-il un être naturellement bon ou naturellement porté au mal ? A-t-il une âme ou non ?

C'est entre de tels principes qu'il faut choisir et la forme d'un régime sera la conséquence de ce choix. Autrement dit, il ne s'agit pas tant au fond d'opter pour un régime que pour une civilisation, chrétienne ou matérialiste par exemple, dont ce régime est une expression ou un symbole.

⁂

Mettre actuellement le régime en question peut sembler à beaucoup ridicule ou dangereux, et cependant combien de Français de toutes classes se demandent de quoi demain sera fait, combien sont ouvertement mécontents de certains Ministres, très indifférents en face des élections ou inquiets de la manière dont elles ont eu lieu ou de leurs résultats ? D'authentiques Résistants parlent ouvertement d'un malaise et ce malaise ne concerne pas seulement les hommes, mais aussi les institutions elles-mêmes : nous avons tous soif d'unité, et la IV[e] *République* nous offre un choix inquiétant de partis et de listes.

Buridan nous représentait un âne mourant de faim et de soif entre un picotin d'avoine et un seau d'eau, pour ne savoir par lequel commencer. Encore le baudet se trouvait-il devant de la vraie avoine et de la vraie eau. Si l'on nous propose maintenant de choisir entre différents systèmes, nous sommes bien plus embarrassés, le camouflage est à la mode, « le Capitalisme met une feuille de vigne », et « le Communisme n'ose pas dire son nom ». Mais que choisir, derrière les étiquettes faussées par la démagogie ou les innombrables nuances que peut revêtir une forme quelconque de régime ?

Commençons cependant par nommer la *République* dont le numéro Quatre est dans l'enfance : Elle sera « autoritaire », disent les uns, « libérale » souhaitent les autres.

Communistes et Bourgeois bien-pensants se déclarent à l'envi Républicains ; mais il ne fait de doute pour personne que ni les uns, ni les autres ne conçoivent la même forme de République et lorsque le moment sera venu de préciser cette forme, il y a fort à parier pour que la mésentente éclate.

Le régime à pouvoir personnel autoritaire, centralisateur à outrance et à base policière, qu'on appelle *dictature* ou *Etat totalitaire* semble avoir été suffisamment déconsidéré par les expériences désastreuses de ces dernières années pour qu'on l'écarte de prime abord. L'autorité de l'Etat qui s'impose seule dans ce régime mais qui, dans une société équilibrée, doit être tempérée à la base par des libertés populaires bien précises, est cependant encore souhaitée par beaucoup : on a subi l'excès de la liberté qui s'appelle anarchie.

La Monarchie enfin qui, dans le cadre français est la Monarchie héréditaire, chrétienne (non cléricale) fédératrice de communautés naturelles et libres (familiales, professionnelles, religieuses...) se présente en troisième lieu.

Selon quelles règles et quels principes opterons-nous pour l'une de ces trois structures politiques ou pour l'une quelconque de leur forme ?

Le problème se trouve singulièrèement simplifié si, comme il a été dit au début, on considère, et le pays intéressé : la France, et ses nécessités actuelles et futures. Car le choix ne doit pas se faire d'après des exemples étrangers, ni d'après des préjugés ou d'après des sympathies de cœur, mais bel et bien d'après les besoins spirituels et matériels du peuple français. Un régime n'est pas d'abord une conception philosophique, mais une règle de vie sociale, appliquée *par des hommes* et *pour des hommes* (donc, toujours imparfaite).

Notre choix sera d'abord influencé par l'idée que nous nous faisons de l'homme.

Nous avons dit plus haut qu'on pouvait considérer ce dernier comme une machine très compliquée et presque parfaite, mais qui disparaît définitivement et complètement à sa mort ou au contraire comme un être composé de corps et d'âme créé par Dieu à son image.

Dans le premier cas on peut concevoir un régime où l'Etat attire tout à lui (les hommes disparaissant, l'Etat seul subsiste et dure), mais l'homme n'y est qu'un pion, un matricule ;

Dans le second cas, l'homme devient le but de l'organisation sociale, parce que durant au-delà de sa mort, il doit poursuivre un bonheur terrestre s'ouvrant sur un bonheur surnaturel.

Nous choisirons la seconde conception de l'homme et par conséquent, un type de régime où celui-ci ait la première place en droit, et *en fait*, doit-on préciser, car il est facile de parler de la « dignité de la personne humaine » et de loger les familles nombreuses dans des taudis... « Il est clairement indiqué (Message de Noël de S. S. Pie XII) que la sollicitude diligente de l'Eglise ne va pas tant à sa structure et à son organisation extérieure [de la Démocratie] — ce qui dépend des aspirations propres à chaque peuple — qu'à l'homme lui-même qui loin d'être l'objet, comme un élément positif de la vie sociale, en est au contraire et doit en être et demeurer le sujet, le fondement et la fin ».

Ce premier point étant acquis, il reste à déterminer précisément cette « structure » et cette « organisation extérieure » de la société et nous avons déjà dit que le bon sens nous ordonnait de le faire en fonction du pays intéressé qui est le nôtre.

Le peuple allemand et le peuple russe, par exemple sont naturellement portés à l'obéissance, à la soumission, à la passivité. Le peuple italien, le peuple espagnol de tempéraments tout différents regimbent plus facilement ; leur individualisme les conduit trop souvent à l'anarchie.

A chacun de ces peuples tel régime, expression d'un « génie » qui lui est propre, ne pourra manifestement pas convenir aux autres.

Le peuple français qui n'est pas une race mais un peuple compliqué, aime passionnément ses libertés et recherche instinctivement une certaine autorité ; a solidement ancrée au cœur une idée parfois déformée mais toujours vivace de la justice ; il aime raisonner et critiquer mais demeure capable des actes de Foi les plus fous. Porté à s'agiter, il aime cependant l'ordre. Il refuse toute forme obligatoire de religion mais est naturellement religieux à travers de multiples déformations de ce sentiment ; versatile, il a par cela même besoin de stabilité.

Tous ces faits que nul ne songe à contester rendent chez nous particulièrement délicate la tâche d'un Gouvernement quel qu'il soit. *Mais il est cependant indispensable de chercher quel sera le régime assez souple*

*pour concilier tous ces contraires,* et éviter de laisser dégénérer en vices des défauts qui peuvent devenir des qualités.

La République — la vraie République fondée sur les trois grands principes : Liberté - Egalité - Fraternité - insiste particulièrement sur l'amour de la liberté que chaque Français porte en lui, mais elle y insiste tellement qu'elle finit par amoindrir dangereusement l'autorité et la stabilité qui sont nécessaires à notre peuple.

Elle « respecte » tellement la personne humaine qu'elle la divinise, qu'elle lui donne la première place dans l'univers et finit par rejeter Dieu très loin quand elle Le conserve ; pour le coup, l'homme ne connait plus d'autre limite que sa volonté et son caprice et comme il n'est pas naturellement ni exclusivement porté au bien, il en arrive à tomber dans un égoïsme et un individualisme tels que l'*anarchie* en résulte et avec elle l'*injustice.*

Dans une société élémentaire l'homme armé l'emporte sur celui qui ne l'est pas, Dans une société « civilisée » comme la nôtre, le plus fort est celui qui dispose de l'argent, qui tient en main le pouvoir par le chantage ou par les sociétés secrètes.

On prétend souvent qu'en République la liberté règne et que chacun pense ce qu'il veut et peut dire librement ce qu'il pense. Il est clair cependant que l'opinion est faite par la presse, la radio, le cinéma, etc... et que tous ces moyens sont entre les mains de l'argent, indifférent à la morale la plus élémentaire.

Dans les pays où l'Etat s'étant tout annexé, est le seul, le grand Capitaliste, les faits sont les mêmes : l'opposition devient secrète, change de moyens, mais n'existe pas avec moins de force et l'on retrouve en fin de compte les mêmes dangers de division et de guerre civile. Et de la guerre civile, anarchie armée, sort toujours la tyrannie. Il n'est pas mauvais à ce sujet de rappeler que ce n'est pas rétablir l'équilibre que de tomber d'un excès dans un autre; c'est simplement rompre en sens contraire. Substituer la tyrannie à l'anarchie prouve tout aussi bien un manque de sang-froid et la preuve d'une grande faiblesse.

La notion de justice à laquelle le peuple français est attaché depuis toujours est une de celle que l'on sent le plus nettement, mais que l'on définit avec le plus de difficulté. Mais on peut parler au moins de lois justes, d'hommes justes, de régime juste. Or, il ne peut y avoir de vraie pratique de la justice si l'on ne respecte pas le principe fondamental de la *responsabilité.* Comment peut-on châtier un homme pour une action mauvaise s'il n'est pas responsable de ces actes?

Et le bon sens nous indique que le seul moyen de contrôler l'exacte application d'une loi ou d'un principe est d'en rendre responsabe, non pas plusieurs individus qui se débarrassent mutuellement de leurs responsabilités, mais *un seul,* acceptant les risques de se charge. L'Histoire de la IIIe République montre à chaque instant les hommes politiques coupables de négligences ou de fautes graves, quittant le pouvoir sans être inquiétés, étant remplacés eux-mêmes par d'autres individus aussi désarmés que leurs prédécesseurs devant les compromissions, les vols ou le favoritisme.

Il apparaît donc nécessaire de renforcer la responsabilité personnelle et comme en toute chose l'exemple vient d'en haut, de placer à la tête de l'Etat, un Chef responsable des actes de cet Etat.

« Droit et devoir » se correspondent comme les deux faces d'une médaille. Or, la Déclaration des Droits de l'Homme déclare que les hommes « naissent égaux en droit ». Ce serait donc supposer qu'ils ont les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités, ce qui est manifestement faux. C'est un fait de nature que les hommes, comme les autres créatures, ne sont pas appelés aux mêmes fonctions et ne jouent pas les mêmes rôles. A ces devoirs différents correspondent donc, pour que la Justice subsiste, des droits différents.

C'est pour avoir méconnu cette vérité fondamentale que la République Française a vu se succéder dans son sein tant d'incapables, qu'elle a placé à la tête de secteurs politiques, sociaux ou économiques des gens que rien ne désignait à ces postes. Déat, agrégé de philosophie n'a-t-il pas été quelques heures Ministre de l'Air ? Qui aurait pu reprocher à M. Déat d'accepter ce poste ? Personne, étant bien entendu qu'en démocratie un homme en vaut un autre et que n'importe qui peut faire n'importe quoi.

Le respect forcené de la liberté des gens conduit fatalement au respect de leurs caprices et les caprices de la foule peuvent se succéder très rapidement. Tel qui était communiste et anti-militariste en 1936 est aujourd'hui patriote et galonné. Tel applaudissait le Maréchal Pétain en 1944 qui applaudit aujourd'hui le Général de Gaulle. Telle famille bourgeoise qui appelait l'aîné « Philippe » en 1942 appellera le second « Charles » en 1945.

Quels seront les résultats d'une politique aux mains d'une foule capricieuse souvent ignorante par surcroît des problèmes nationaux et internationaux qui se posent à elle ?

La politique extérieure d'un pays réclame du sang-froid, une documentation aussi étendue et aussi précise que possible sur les problèmes complexes qui se posent à chaque instant, elle demande aussi un coup d'œil qui dépasse le mois ou l'année en cours. Bref, la sécurité même du pays réclame stabilité et durée. C'est une question de vie ou de mort.

Dans les Dictatures qui se sont effondrées récemment ou qui subsistent encore, la continuité du pouvoir a été l'une des préoccupations les plus aigües. Mais l'Histoire de ces dernières années a montré combien les précautions prises par ces mêmes Dictateurs se sont montrées vaines, non pas que le successeur désigné disparût prématurément (comme cela a été le cas cependant pour Jean Horthy, fils de l'Amiral hongrois), mais plus souvent parce que ces successeurs faisaient faux-bond : Rudolf Hess s'envolant en Angleterre, l'Amiral Darlan en Algérie, le Comte Ciano jouant sa carte personnelle. Il est évident que ces « dauphins » de la dictature, impatients de régner, ne savaient se contenter de la position seconde qui était nécessairement la leur et sur laquelle au surplus, ils n'avaient que des garanties assez aléatoires.

A la lumière de ces faits il semble infiniment moins déraisonnable d'affirmer la supériorité éclatante de la succession héréditaire : c'est un pis aller sans doute très imparfait, mais moins imparfait que rien.

Nous avons dit qu'il ne suffisait pas pour choisir un régime de considérer le pays auquel ce choix s'appliquait, il fallait encore s'inspirer de ses besoins actuels ou futurs.

On pourrait actuellement faire un tableau de la France qui, sans être désespérant, serait cependant assez sombre pour nous faire envisager l'avenir avec quelque appréhension.

Personne ne contestera que l'état matériel de notre pays est très mauvais : tout notre équipement industriel, notre commerce, tous les rouages de l'Economie française ont été détériorés gravement.

On affirmera de plus, au risque d'être taxé de « Vichysme » que le niveau moral et spirituel de la France n'est pas en meilleur état : il est ridicule de lire dans les journaux les éloges dithyrambiques de notre caractère et de nos qualités, alors que sur des colonnes entières s'étale l'immoralité du seul marché noir et l'on ne nous parle pas du reste.

Il est certain que la majorité des Français unis pendant quatre ans contre l'envahisseur, unis maintenant encore dans le désir de voir une France forte, libre, heureuse ayant en abondance du pain, de la Paix et des libertés, sont singulièrement divisés lorsqu'il s'agit de trouver les moyens d'y parvenir. La multitude des listes électorales se recommandant des mêmes principes et d'un même homme n'est pas faite pour clarifier les idées. Les grincements que l'on perçoit dans différentes parties de la Communauté impériale française nous signalent aussi par là des déficiences et des injustices génératrices de désordre.

La situation sujette où nous ont tenus et nous tiennent encore partiellement les grandes Puissances peut nous indiquer, à défaut d'autres indices, que nous avons effectivement perdu depuis longtemps la place d'élection.

Dans l'état actuel des choses il apparaît donc clairement que notre pays meurtri, divisé, hésitant, humilié a besoin d'une longue période de calme pour panser ses plaies et retrouver la place à laquelle son Histoire et son Génie lui donnent droit, et par là même répondre à la politique de grandeur que lui impose le Général de Gaulle.

D'ores et déjà la IVe République s'émiette, les Partis foisonnent. Sous les déclarations officielles nécessairement optimistes on discerne une agitation qui ne provient certes par toujours des Groupements dit « de la Ve Colonne ».

Or, s'il est une condition *nécessaire* au relèvement de la France dans les années et les décades qui viennent, c'est notre Union. Je sais qu'il est impossible d'obtenir que tous les Français pensent de même, ce n'est même pas souhaitable; mais ce qui l'est, c'est un Etat qui *domine* cette diversité nécessaire et en l'utilisant au mieux la rende féconde, ce qui implique un régime ayant à sa tête un pouvoir *libre, indépendant* et *au-dessus des Partis*, stable et constant dans l'effort.

Stablité et constance, deux choses difficiles à demander aux Français, naturellement remuants, changeants et ne pouvant être admises que si l'exemple vient d'en haut et que si l'effort de chacun s'appuie sur une stabilité et une continuité supérieures.

Comment peut-on demander au fonctionnaire d'être à l'heure à son bureau et de remplir exactement sa tâche si son Ministre ou le Chef de l'Etat ne donnent pas eux-mêmes l'exemple.

Un proverbe dit que « le poisson pourrit par la tête ». C'est par la tête qu'un régime s'écroule, comme c'est la corruption de l'élite qui pervertit une société. Or, le fonctionnaire dans son ministère, l'ingénieur dans son usine, le paysan dans sa ferme, l'homme à la tête de sa famille, appartiennent à cette élite qui forme l'armature de la société. La vraie élite se retrouve partout où il y a *service*. Il est faux de concevoir une élite comme exclusivement formée d'un parti ou d'une classe sociale : si le premier ne représente qu'une fraction naturelle, ni l'un ni l'autre ne peuvent cependant prétendre grouper l'ensemble. En admettant même qu'ils réussissent par l'élimination des autres partis et classes à prendre une place unique, ils arriveront tôt ou tard à se différencier : la nature des hommes et de toute société le veut ainsi. Tout régime fondé sur une élite extraite d'un parti ou d'une classe sociale uniques et condamné à se transformer pour survivre ou à disparaître.

***

Ce ne sera donc pas sur la foi de déclarations ampoulées, vagues et mirobolantes qui s'étalent sur les panneaux électoraux, ni sur la seule habileté politicienne des soupirants au pouvoir que nous choisirons notre régime, ou, répétons-le, notre civilisation. Nous nous fonderons sur les réalités profondes et les nécessités actuelles et futures de notre France les raisons de notre choix.

Il serait facile de mettre comme en équation les avantages et inconvénients des diverses solutions en présence ; de parler en détail du parlementarisme, du syndicalisme, de l'instruction publique, de l'administration, des Colonies, de l'armée ou de l'architecture, des arts ou des rapports de l'Eglise et de l'Etat. A moins d'écrire un volume ou de rédiger un tableau bien sec et qui serait incomplet par surcroît, on ne saurait traiter ce sujet d'une manière satisfaisante. Divers articles à venir s'efforceront d'éclairer notre position sur ces sujets.

Nous souhaitons ardemment de voir bien comprendre que la question qui se posera à nous dans les mois et les années à venir, dépasse infiniment le cadre étroit et mesquin d'un panneau électoral ; que l'on n'y pourra répondre que par l'effort persévérant de chacun.

On me dira sans doute : « Vous êtes Monarchiste et vous parlez du choix d'un régime. C'est une plaisanterie : nous savions d'avance ce que vous choisiriez : mais le moment convient mal à la plaisanterie. La démocratie a le vent en poupe : vous allez effrayer les gens en leur parlant de Roi, d'autorité, d'organisation professionnelle. Il ne faut pas les heurter ; attendez que les esprits se soient calmés ».

Cela me rappelle invinciblement les raisonnements de certains qui, au chevet d'un malade, craindraient d'appeler le médecin ou le prêtre par peur de l'effaroucher, mais au risque de le voir périr.

Nous ne sommes pas des opportunistes : seul nous guide l'amour de la France et des Français.